

**Société
d'habitation**

Québec 

**ÉTUDE DES CRÉDITS
2014-2015**

**DEMANDES DE RENSEIGNEMENTS GÉNÉRAUX
DE L'OPPOSITION**

**MINISTÈRE DES AFFAIRES MUNICIPALES, DES RÉGIONS
ET DE L'OCCUPATION DU TERRITOIRE**

PROGRAMME 7 - HABITATION

COMMISSION DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

JUIN 2014

ÉTUDE DES CRÉDITS 2014-2015

Demandes de renseignements généraux de l'opposition officielle

Société d'habitation du Québec

N°	Titre	Page
1.	Liste des voyages <u>hors Québec</u> pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014.	1
2.	Pour chaque voyage fait en avion ou en hélicoptère <u>au Québec</u> par chaque membre du Conseil des ministres, des membres des cabinets ministériels et dirigeants d'organismes pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014.	11
3.	Liste des dépenses en publicité (incluant celles sur Internet), en articles promotionnels et en commandites pour chaque ministère (y compris le cabinet ministériel) et organisme.	13
4.	Liste des dépenses pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques, ou autres événements (sommets, congrès, conférences, etc.)	15
5.	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme ou organisée par une firme externe.	19
6.	La liste des dépenses en formation de communication organisée par le ministère ou l'organisme pour le personnel politique, les membres du conseil exécutif ou les députés.	21
7.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme (y compris le cabinet ministériel) en 2012-2013 et en 2013-2014.	23
8.	Liste détaillée de tous les appels d'offres publics du ministère ou de l'organisme.	25
9.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés par la sous-ministre ou le dirigeant de l'organisme public, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	27
10.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un cabinet ministériel en 2013-2014.	29
11.	Le nombre de consultants externes intégrés ou œuvrant au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	31
12.	Pour chaque projet de développement informatique ou de modernisation des systèmes informatiques de plus de 100 000 \$ initié depuis l'année financière 2003-2004, au sein du ministère ou d'un organisme, d'une société ou d'une entreprise relevant du ministère.	33
13.	Pour le cabinet ministériel et le bureau de circonscription, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014.	49

N°	Titre	Page
14.	Pour le cabinet ministériel, pour la Direction générale du ministère (bureau du sous-ministre, des sous-ministres adjoints et associés) et pour les organismes sous l'autorité du ministre, le montant, pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, de chaque dépense reliée à la téléphonie.	51
15.	Concernant les effectifs de chacun des ministères et organismes, et ce, pour 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014 ainsi que les prévisions pour 2014-2015 (par établissement pour les réseaux de la santé et de l'éducation).	53
16.	Pour chaque ministère et organisme, et ce par direction, le nombre de départs à la retraite et de remplacements.	63
17.	Liste des baux pour les espaces occupés par les ministères et organismes en 2013-2014.	65
18.	Pour le cabinet ministériel, les bureaux de circonscription pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les coûts de déménagement, d'aménagement, de rénovation et autres travaux effectués.	67
19.	Liste du personnel de cabinet de chaque membre du Conseil des ministres durant l'année 2013-2014 et pour 2014-2015.	69
20.	Liste des sommes d'argent versées en 2012-2013, 2013-2014 et 2014-2015 à même le budget discrétionnaire du ministre, du ministre délégué, du ministère ou de l'organisme.	71
21.	Liste du personnel hors structure, par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.), rémunéré par le ministère, mais qui n'occupe aucun poste dans ce ministère.	73
22.	Liste du personnel en disponibilité par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.).	75
23.	Pour chaque ministère et organisme, le nombre d'occasionnels mis à pied par catégorie d'âge en 2013-2014.	77
24.	Liste du personnel rémunéré par le ministère et affecté à d'autres organismes publics, parapublics, parapublics non gouvernementaux et autres.	79
25.	Liste de tous les abonnements aux journaux, aux revues mensuelles, aux publications (format papier ou électronique), aux sites spécialisés de recherche sur Internet (Eureka, etc.) du ministère et des organismes publics, pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014.	81
26.	Pour chaque site Internet du ministère ou de l'organisme public (incluant les événements ponctuels).	83
27.	Nominations, depuis le 1er avril 2013, de mandataires, d'émissaires, de négociateurs, de médiateurs, de commissaires, d'experts, d'enquêteurs et sans en restreindre la portée.	85
28.	Pour chacune des années financières 2012-2013 et 2013-2014, les dépenses effectuées par ministère pour les visites ou rencontres ministérielles et sous ministérielles dans les régions du Québec, en ventilant pour chacune des régions.	87
29.	Pour chaque ministère et organisme, concernant les demandes d'accès à l'information en 2011-2012, 2012-2013 et 2013-2014.	89
30.	La liste de toutes les activités confiées à chaque adjoint parlementaire des membres du Conseil des ministres depuis le 23 avril 2014.	91

N°	Titre	Page
31.	La liste des ententes et leur nature, signées en 2013-2014 entre le ministère ou l'organisme et le gouvernement fédéral ou d'autres provinces canadiennes, dont la signature a été permise à la suite d'une autorisation obtenue en vertu des articles 3.11, 3.12 ou 3.12.1 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif ou d'une exclusion obtenue en vertu du premier alinéa de l'article 3.13 de cette même loi.	93
32.	Le détail des crédits périmés et des gels de crédits pour chaque ministère et organisme par année budgétaire, et ce, pour l'année financière 2013-2014 et les prévisions pour 2014-2015.	95
33.	Tel que le mentionne la Politique de financement des services publics, l'inventaire complet des services que le ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère offrent aux citoyens et les tarifs qu'ils exigent. Le coût unitaire de chacun de ceux-ci. La liste de tous les revenus autonomes (tarifs, permis, droits, redevances, etc.) du ministère et des organismes gouvernementaux qui relèvent du ministère pour les trois dernières années et les projections pour l'année 2014-2015	97
34.	Pour chaque ministère et organisme, une copie du plan de réduction des dépenses de fonctionnement pour 2013-2014 et les prévisions 2014-2015.	99
35.	Pour chaque ministère et organisme public, les sommes reçues en 2012-2013 et en 2013-2014, ainsi que les prévisions pour 2014-2015 et 2015-2016, en provenance du gouvernement fédéral ou d'un autre gouvernement. Indiquer de façon ventilée pour chaque programme, ententes ou autres les sommes reçues, la ou les dates des versements et à quelles fins elles ont été consacrées par le ministère ou l'organisme.	101
36.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes au rendement et des bonis.	103
37.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, institutions, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le montant total des primes de départ, incluant les montants versés pour bris de contrat.	105
38.	Pour chaque ministère et organisme dont les agences, sociétés d'État, établissements, bureaux, organismes de l'État, comités, conseils, institutions, etc., fournir pour l'année financière 2013-2014 le montant total et la ventilation par catégorie d'emploi des augmentations de salaire.	107
39.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, dont les salaires sont versés sans qu'aucune fonction ou tâche ne leur soit assignée?	109
40.	Depuis le 23 avril 2014, combien y a-t-il de cadres, de dirigeants de la fonction publique incluant les sous-ministres, ayant été déplacés de leurs fonctions à la suite du changement de gouvernement?	111
41.	La liste des personnes et le mandat des comités formés par le Conseil exécutif, les ministères et organismes ainsi que les honoraires donnés à ces personnes.	113
42.	Liste ventilée par bénéficiaire et par mode d'octroi (soumission publique, sur invitation ou contrat négocié) de tous les contrats octroyés par un ministère ou un organisme en 2012-2013 et en 2013-2014 et qui ont fait l'objet de coûts additionnels autorisés suite à une délégation du pouvoir du dirigeant de l'organisme d'autoriser une dépense supplémentaire, comme il est prévu à l'article 17 de la Loi sur les contrats des organismes publics.	115

N°	Titre	Page
43.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : la masse salariale.	117
44.	Pour chaque ministère et organisme (y compris les agences, sociétés d'état, établissements, bureaux, organismes de l'état, comités, conseils, etc.), fournir pour les années financières 2012-2013 et 2013-2014, en ventilant par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, etc.) : le taux d'absentéisme.	119
45.	Pour chaque ministère et organisme public, la liste des ententes signées depuis le 1er avril 2005 avec une ou des Conférences régionales des élus en indiquant : la nature de l'entente; les sommes associées; la ou les dates de versement; la façon dont ces sommes sont dépensées.	121

QUESTION 1

LISTE DES VOYAGES HORS QUÉBEC POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Avril 2013 (3)	Cambridge (États-Unis)	<p>M. Robert Marois, Structures Ultratec inc.</p> <p>M. Michael J. Boujoulian, vice-président senior de Cabot, Cabot et Forbes et promoteur du projet</p> <p>M. Gordon K. Lundberg Jr, ingénieur et chargé de projet senior chez McNamara/Salvia inc.</p>	<p>Visiter un chantier de construction à ossature de bois de 5 étages et en comprendre les défis techniques.</p>	1 617,70 \$
Avril 2013 (13 au 20)	Nairobi (Kenya)	<p>M. David Angell, haut-commissaire canadien auprès de la République du Kenya et représentant permanent auprès du Centre des Nations Unies pour les établissements humains et du Programme des Nations Unies pour l'environnement, à Nairobi</p> <p>M. Alioune Badiane, directeur des projets et des programmes à ONU-Habitat</p> <p>M. Mohamed El-Stoufi, directeur à ONU-Habitat</p>	<p>Participer et représenter la SHQ, le Québec et le Réseau Habitat et Francophonie (RHF) au 24e conseil d'administration d'ONU-Habitat.</p> <p>Présenter, dans le cadre d'un événement parallèle sur la Stratégie mondiale du logement, l'intégration des projets d'habitation dans la trame urbaine et les impacts du logement public au Québec.</p>	8 276,54 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Avril 2013 (17 au 18)	Ottawa	Membres du comité permanent du Conseil national de recherches Canada (CNRC) André Laroche et Sefton Hyde-Clarke du CNRC	Ce comité permanent est chargé de préparer les modifications techniques qui traitent des matières et procédés dangereux pour la prochaine édition du Code national de présentation des incendies.	-

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Avril 2013 (30 au 3 mai)	Ottawa	<p>Mme Jody Ciuffo, directrice générale de l'Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU)</p> <p>M. Phil Brown, président du conseil d'administration de l'ACHRU</p> <p>Mme Dallas Anderson, directrice Politiques et Programmes à l'ACHRU</p> <p>Les sous-ministres, sous-ministres adjoints et/ou directeurs responsables du logement des provinces et territoires représentés au Congrès (à l'occasion d'une rencontre privée)</p> <p>Les membres du conseil d'administration de l'ACHRU (à l'occasion d'une rencontre privée où l'ensemble des représentants des provinces et territoires étaient invités)</p> <p>M. Steve Pomeroy, consultant engagé par les provinces et territoires, à l'occasion d'une rencontre privée organisée par ces dernières</p>	Participation au 45e congrès annuel de l'ACHRU.	4 408,25 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Juin 2013 (22 au 26)	Louvain (Belgique)	Membres du Secrétariat général du Comité européen de coordination de l'habitat social (CECODHAS), dont Mme Claire Roumet, Secrétaire générale	Participer au Colloque d'été du CECODHAS, la Fédération du logement coopératif et social en Europe, et animer une session dans le cadre de celui-ci.	1 765,19 \$
Juin 2013 (24 au 26)	Toronto	Membres du CECODHAS L'ensemble des participants à la rencontre des ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'habitation, soit les ministres présents ou leur remplaçant (sous-ministre ou sous-ministre adjoint) ainsi que les autorités sous-ministérielles et les fonctionnaires oeuvrant aux dossiers d'affaires intergouvernementales	Participer à la rencontre des ministres provinciaux et territoriaux responsables de l'habitation.	5 081,34 \$
Juillet 2013 (16 au 20)	Denver (États-Unis)	Membres de la National Association of Housing and Redevelopment Officials (NAHRO)	Représenter la SHQ à la Conférence d'été de la NAHRO et siéger sur le Comité international de l'organisation.	2 670,18 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Septembre 2013 (21 au 28)	Lille (France) Liège (Belgique)	M. Jean-Louis Dumont, président de l'Union sociale pour l'habitat (USH) M. Frédéric Paul, directeur général de l'USH Mme Claire Roumet, Secrétaire général du Comité Européen de Coordination de l'Habitat Social (CECODHAS) M. Francis Déplace, délégué général de Delphis M. Daniel Pollain, porte-parole de la Société wallonne du Logement (SWL) M. Michel Deffet, Directeur gérant de la SLSP-Foyer de Fieron et président de l'Association wallone des administrateurs de logements	Lille : Participer et représenter la SHQ au Congrès annuel de l'USH. Liège : Participer à une rencontre de travail avec la SWL.	3 703,73 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Octobre 2013 (5 au 9)	Genève (Suisse)	<p>M. Esen Aydogdyev, ambassadeur / représentant permanent de la «Permanent mission of Turkmenistan to the United Nations Office in Geneva»</p> <p>M. Harry R. Leefe et Mme Monica Noro, du Haut Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés</p> <p>M. Tom Corsellis, Directeur exécutif de Shelter Center</p> <p>M. Pedro Rodrigues de Almeida, directeur responsable d'infrastructure du Forum économique mondial</p> <p>M. Jean-Marc Zbinden, chef de secteur au Comité international de la Croix-Rouge</p> <p>M. Vitaly Vanshelboim, et M. Adam Bouloukos, du Bureau des Nations Unies pour les services d'appui aux projets</p> <p>M. Hossein Sarem-Kalali et Mme Glauca Boyer Yoshira, du Programme des Nations Unies pour le développement</p>	<p>Démontrer l'appui du gouvernement du Québec dans la démarche du Quebec Wood Expert Bureau (QWEB) et des entreprises participantes.</p> <p>Promouvoir l'expertise québécoise en matière d'habitation post-catastrophe.</p> <p>Tisser des liens avec les principaux acteurs impliqués dans les opérations humanitaires visant à loger les personnes déplacées.</p> <p>Permettre au QWEB et aux entreprises participantes d'acquérir une notoriété de niveau international dans ce domaine.</p>	5 472,67 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Octobre 2013 (21 au 26)	Trento (Italie)	<p>M. Raffaele Farella, directeur «Internationalization and Foreign promotion» pour la province de Trento</p> <p>M. Ario Ceccotti, directeur du Conseil national de recherche (CNR) IVALSA, Trees and Timber Institute</p> <p>M. Carlin, Habitech</p> <p>Mme Monica Carotta, directrice du marketing pour l'agence Trentino Sviluppo</p> <p>Mme Michela Chiogna, administratrice, et M. Alesio Albarello, ingénieur, à l'Istituto Trentino Edilizia Abitativa (ITEA)</p> <p>M. Mauro Casotto, administrateur de la certification ARCA</p> <p>MM. Antonio Frattari, Paolo Baggio, Maurizio Piazza, professeurs, Université de Trento</p> <p>M. Andrea Polastri, chercheur, CNR IVALSA</p> <p>M. Alain Boulet, Quebec Wood Expert Bureau (QWEB)</p>	<p>Les principaux objectifs de la SHQ pour cette mission étaient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visiter le chantier des deux immeubles à logements en construction pour observer les méthodes de construction; • Rencontrer les partenaires du projet; • Mettre en valeur l'expertise et les ressources du Québec dans la construction en bois. 	2 319,89 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Octobre 2013 (22 au 27)	Cleveland (États-Unis)	Représentants de la National Association of Housing and Redevelopment Officials de la Nouvelle- Angleterre (NAHRO)	Participer et représenter la SHQ à la National Conference & Exhibition de la NAHRO	5 569,90 \$
Novembre 2013 (4 au 6)	Ottawa	Mme Monica Carotta, directrice du marketing pour l'agence Trentino Sviluppo	Échanger et représenter le Québec pour le groupe de travail sur les logements et les collectivités durables.	1 494,93 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Novembre 2013 (17 au 20)	Paris et Lyon (France)	Représentants de l'Immobilière Caisse des Dépôts (ICADE) Mme Monique Boutrand, Conseil économique, social et environnemental de France	<p>Siéger au sein d'un jury dans le cadre du concours "Vieillir et vivre ensemble", qui cherche à valoriser les réalisations exemplaires et innovantes dans le domaine de l'adaptation de l'habitation au vieillissement de la population.</p> <p>Participer à une audition du Conseil économique, social et environnemental, tenue dans le cadre de l'élaboration du projet de loi français "Adapter la société au vieillissement de la population".</p>	642,07 \$

Date	Endroit	Personnes rencontrées	Objectifs	Coût total du voyage
Novembre 2013 (19 au 22)	Philadelphie (États-Unis)	<p>Les représentants d'une dizaine d'entreprises canadiennes, américaines et d'outre-mer du secteur de la préfabrication</p> <p>Les neuf partenaires de la mission dont Daniel Dignard, chef de pupitre New-York, M. Stéphane Fallecker et Laurent Waessa, de la Délégation générale du Québec à New-York, M. Yanick Godbout, de Développement PME Chaudière-Appalaches</p> <p>Les représentants d'une quinzaine d'entreprises québécoises participantes dont M. Pierre Vézina de Finium, Mme Geneviève Labonté, du Groupe Isolofeam, M. Pierre Saint-Cyr de Innergy Tech et Mme Sonia Martin, de Martin Portes et Fenêtres</p>	<p>Les objectifs de cette mission étaient de :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Visiter l'exposition Greenbuilding et d'assister à des conférences afin de saisir les grandes tendances du marché du bâtiment durable aux États-Unis et ailleurs dans le monde; • Rencontrer des intervenants américains et internationaux du secteur de la construction verte présents sur place; • Rencontrer les entreprises québécoises participantes et les partenaires du milieu afin de positionner la SHQ en tant qu'intervenant clé pour l'industrie québécoise du bâtiment durable. 	2 657,72 \$

QUESTION 2

POUR CHAQUE VOYAGE FAIT EN AVION OU EN HÉLICOPTÈRE AU QUÉBEC PAR CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES MINISTRES, DES MEMBRES DES CABINETS MINISTÉRIELS ET DIRIGEANTS D'ORGANISMES POUR 2013-2014, LES COÛTS, LES DATES, L'ITINÉRAIRE

Date	Endroits	Intervenants	Coûts
------	----------	--------------	-------

Aucun.

QUESTION 3**LISTE DES DÉPENSES EN PUBLICITÉ (INCLUANT CELLES SUR INTERNET),
EN ARTICLES PROMOTIONNELS ET EN COMMANDITES POUR CHAQUE MINISTÈRE
(Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) ET ORGANISME**

Description des activités	Dépenses 2013-2014
PUBLICITÉS (contrat gré à gré)	
• Agenda 2014 de Qualité Habitation	2 500,00 \$
• Journal Le Droit	1 065,00 \$
• Magazine Esquisses de l'Ordre des architectes du Québec, éditions juin et décembre 2013	3 895,00 \$
• Magazine Protégez-vous du 19 octobre 2013	5 294,11 \$
ARTICLES PROMOTIONNELS (aucun contrat)	
• Boutique des métiers d'art	320,00 \$
• Les Publications du Québec, CSPQ	58,50 \$
• Miss Chocolat	160,00 \$
• Tivi Gallery Nakukmiik	504,00 \$
PARTENARIATS (aucun contrat)	
• Association de la construction du Québec	2 000,00 \$
• Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec – région de Québec	5 000,00 \$
• Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec – région du Montréal métropolitain	5 000,00 \$
• Coalition des organismes communautaires québécois de la lutte contre le sida	1 500,00 \$
• Confédération québécoise des coopératives d'habitation	2 000,00 \$
• Contech Itée (2 événements regroupés : 22 ^e Événement bâtiment et 25 ^{es} Trophées Innovation et développement durable)	8 500,00 \$
• Corporation de développement économique communautaire de Trois-Rivières	1 000,00 \$
• Corporation des officiers municipaux en bâtiment et en environnement du Québec	1 000,00 \$

Description des activités	Dépenses 2013-2014
• Fédération des coopératives d'habitation de l'Estrie	1 000,00 \$
• Fédération des coopératives d'habitation de Québec, Chaudière-Appalaches	500,00 \$
• Fédération des coopératives d'habitation intermunicipale du Montréal métropolitain	1 300,00 \$
• Fédération des coopératives d'habitation montréalaises	850,00 \$
• Fédération des locataires d'habitations à loyer modique du Québec	5 000,00 \$
• Fondation Rues principales	20 000,00 \$
• Institut national de santé publique du Québec	5 000,00 \$
• La garantie Qualité Habitation	8 000,00 \$
• Ordre des architectes du Québec	2 400,00 \$
• Regroupement des offices d'habitation du Québec (41 ^e congrès et 42 ^e congrès)	12 500,00 \$
COMMUNIQUÉS DE PRESSE (appel d'offres public du gouvernement du Québec)	
• CNW Telbec	1 239,00 \$

QUESTION 4

**LISTE DES DÉPENSES POUR L'ORGANISATION ET LA TENUE DE CONFÉRENCES DE PRESSE,
D'ÉVÉNEMENTS MÉDIATIQUES, OU AUTRES ÉVÉNEMENTS (SOMMETS, CONGRÈS, CONFÉRENCES, ETC.)**

2013-2014

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Coût global
Annonce des unités AccèsLogis Québec pour la Ville de Montréal	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec Le Square Phillips Hôtel et Suites	2 444,44 \$**
Annonce des unités AccèsLogis Québec pour la Ville de Québec	Conférence de presse	Ville de Québec	31,64 \$*
Annonce d'un investissement dans le logement social à Trois-Rivières	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec Avis Rent A Car	1 165,10 \$**
Annonce de l'investissement consacré aux travaux de rénovation de l'ensemble immobilier Habitat 72, à Baie-Comeau	Conférence de presse	Centre de services partagés du Québec	2 000,88 \$***
Tournée exceptionnelle des membres du gouvernement dans les régions de la Mauricie et du Centre-du-Québec pour annoncer des investissements. Annonce d'une aide financière aux victimes de la pyrrhoïte	Conférence de presse	Musée québécois de culture populaire	631,60 \$*

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Coût global
<p>Cérémonies officielles (visites de chantier, pelletées de terre et inaugurations) de projets <i>AccésLogis Québec</i> (59 conférences de presse)****</p>	<p>Conférence de presse</p>	<p>Centre de services partagés du Québec (panneaux) Transcontinental Estampes-Ray inc. 21 services de traiteur Centre de services partagés du Québec Services Québec Le Square Phillips Hôtel et Suites Hôtel Le Dauphin Montréal Via Rail</p>	<p>54 102,32 \$**</p>
<p>26e Colloque des gestionnaires techniques du logement social et communautaire Thèmes : Mesures et initiatives en développement durable, gestion de projets, innovations, ici et ailleurs ainsi que les bonnes pratiques de construction</p>	<p>Organisation d'événements</p>	<p>Hôtel Le Westin Montréal (salle) Freeman Audiovisuel Hôtel Le Westin (traiteur) Réseau Dof (Robert Laurin, conférencier) Ann Lamontagne (révision linguistique) Les productions Reprographic inc. Les Copies de la Capitale inc. Hôtel Le Westin Montréal (hôtel) Via Rail</p>	<p>17 158,26 \$*</p>
<p>Les Entretiens sur l'habitat Thème : Le logement dans le Grand-Nord québécois</p>	<p>Organisation d'événements</p>	<p>Société du Centre des congrès de Québec Le Groupe SPL GES Spécialiste mondial de l'événement Capital HRS inc. Suzanne Laberge Un Mot d'Excellence inc. (traduction) Les Copies de la Capitale inc.</p>	<p>16 111,95 \$</p>

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Coût global
<p>Rendez-vous de l'habitation 2013</p> <p>Thème : Investir dans l'habitation : Agir sur la société</p>	<p>Organisation d'événements</p>	<p>Société du Centre des congrès de Québec Le Groupe SPL GES Spécialiste mondial de l'événement Miro Location informatique inc. Capital HRS inc. Excel-Tours inc. (autobus) 2972-6585 Québec inc. (Dan Bigras, conférencier) Marie Boulanger-Lemieux, conférencière (Association pour l'intégration sociale) Sonia Côté, conférencière (Institut universitaire en santé mentale Douglas) Gervais Darisse, conférencier (Ville de Kamouraska) Serge Gagné, conférencier (Centre résidentiel et communautaire Jacques-Cartier et du Centre de ressources pour jeunes mères Mères et monde) Louis Jacques, conférencier (Direction de santé publique de Montréal) Robert Millette, conférencier (AECOM) Paul Morin, conférencier (École de travail social de l'Université de Sherbrooke) Samuel Perreault, conférencier (Centre canadien de la statistique juridique) Jeunes Mères en action (Martine Poulin, conférencière) OMH de Montréal (Denis Quirion, conférencier) Parole d'excluES (Jean-Marc Fontan, Jean-Pierre Racette et Patrice Rodriguez, conférenciers) Yves Vaillancourt, conférencier (École de travail social de l'UQAM)</p>	<p>65 198,16 \$*</p>

But visé	Type d'événement	Fournisseurs	Coût global
		Ministère de l'Emploi et de la Solidarité sociale (capsule vidéo) Hélène Bouffard photographe Suzanne Laberge, animatrice Shutterstock.com (photos - magazine web) L'Espace mots (révision linguistique) Un Mot d'Excellence inc. (traduction) Les Copies de la Capitale inc. Les productions Reprographic inc. Hôtel Le Palace	

* Seuls les frais de déplacement pour le personnel de la Direction des communications de la SHQ sont inclus.

** Les frais de déplacement de Services Québec ou du Centre de services partagés du Québec ou des deux, selon le cas, et ceux du personnel de la Direction des communications de la SHQ sont inclus.

*** Seuls les frais de déplacement du Centre de services partagés du Québec sont inclus.

**** Les conférences de presse retenues concernant les projets *AccèsLogis Québec* sont les visites de chantier, les pelletées de terre et les inaugurations. Sont exclues les conférences relatives aux engagements conditionnels et définitifs ainsi que les réserves d'unités.

Note : Aucune firme externe engagée pour l'organisation et la tenue de conférences de presse, d'événements médiatiques ou autres événements.

Données recueillies en date du 31 mars 2014.

QUESTION 5

**LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION
LES SOMMES DÉPENSÉES POUR L'EXERCICE FINANCIER 2013-2014
AINSI QUE LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE**

Coût total	Nom du fournisseur	But visé
695,00 \$	TECHNOLOGIA FORMATION	Mise en valeur des communications via le web
340,00 \$	ACA - ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	Améliorer ses capacités à communiquer
445,00 \$	UNIVERSITE LAVAL	Améliorer ses capacités à communiquer
450,00 \$	ACCENT FORMATION	Améliorer ses compétences en français écrit
285,69 \$	UNIVERSITE LAVAL	Améliorer ses capacités à communiquer
349,00 \$	RÉDACOM	Améliorer ses compétences en français écrit
940,00 \$	ACTI. COM INC.	Améliorer ses compétences en français écrit
350,00 \$	ACCENT FORMATION	Améliorer ses compétences en français écrit
250,00 \$	ACA - ATELIERS DE CONVERSATION ANGLAISE	Améliorer ses capacités à communiquer
210,00 \$	BOUCHEREAU LINGUA INTERNATIONAL INC.	Améliorer ses capacités à communiquer
445,00 \$	UNIVERSITE LAVAL	Améliorer ses compétences en français écrit
450,00 \$	ACCENT FORMATION	Améliorer ses compétences en français écrit
395,00 \$	CENTRE DE LEADERSHIP ET DE DÉV. DES COMPÉTENCES	Améliorer ses compétences en français écrit
495,00 \$	UNE AFFAIRE D'ANGLAIS	Améliorer ses capacités à communiquer
395,00 \$	VERSALYS	Améliorer ses capacités à communiquer

Données au 31 mars 2014

QUESTION 6

**LA LISTE DES DÉPENSES EN FORMATION DE COMMUNICATION ORGANISÉE PAR LE
MINISTRE OU L'ORGANISME POUR LE PERSONNEL POLITIQUE, LES MEMBRES DU
CONSEIL EXÉCUTIF OU LES DÉPUTÉS LES SOMMES DÉPENSÉES DEPUIS LE 31 MARS
2013 AINSI QUE LE BUT VISÉ PAR CHAQUE DÉPENSE**

Aucune au 31 mars 2014.

QUESTION 7

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME (Y COMPRIS LE CABINET MINISTÉRIEL) EN 2013-2014

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
2972-6585 Québec inc. (Dan Bigras, conférencier)	Services professionnels pour la préparation et la présentation d'une conférence lors du Rendez-vous de l'habitation de la Société d'habitation du Québec (SHQ)	3 700,00 \$	Gré à gré
9078-7243 Québec inc. (Guy Denis, président)	Services professionnels de support conseils pour la rédaction de l'appel d'offres et le soutien au démarrage du projet Environnement informationnel corporatif (EIC)	9 974,75 \$	Gré à gré
9168-1742 Québec inc. (Isabelle Fontaine, présidente)	Services professionnels pour une conférence dans le cadre de la journée reconnaissance 2013	4 185,00 \$	Gré à gré
Alithya Services-conseils inc.	Accompagnement et conseils à la gestion pour la Direction des ressources informationnelles de la SHQ	19 750,00 \$	Gré à gré
Association provinciale des constructeurs d'habitations du Québec Inc. (APCHQ)	Participation de la SHQ à l'enquête acheteur	5 000,00 \$	Gré à gré
Canadian Passive House Institute (CanPhi)	Livrer un séminaire d'une journée à Montréal portant sur les principes de la norme Passive House	1 750,00 \$	Gré à gré
Céline Bédard – Consultante RH	Services professionnels pour la rédaction d'une description d'emploi de niveau d'encadrement	1 787,00 \$	Gré à gré
COGIWEB	Services professionnels de positionnement technologique des modes de collaboration COGIWEB-SHQ	6 305,00 \$	Gré à gré
Conseillers en marchés publics du Québec	Services professionnels pour contribuer à préparer certaines sections d'un appel d'offres en « évaluation foncière » à la Direction de l'expertise technique	4 650,00 \$	Gré à gré
Groupe conseil Delta inc	Travaux post-implantation de la solution SAGIR-SGR1 à la Société d'habitation du Québec	22 960,00 \$	Gré à gré
Heenan Blaikie S.E.N.C.R.L., SRL	Services conseils juridiques requis pour le dossier du recours collectif opposant le regroupement des comités de logements et associations de locataires du Québec et la SHQ	6 059,69 \$	Gré à gré
Jean-Claude Ouellet	Services professionnels pour la réalisation des travaux de modernisation des programmes de la SHQ	23 100,00 \$	Gré à gré
KPMG S.E.N.C.R.L., SRL	Conseils et soutien professionnels dans la réalisation de projets majeurs de niveau stratégique et d'événements spéciaux	3 120,00 \$	Gré à gré
L'Académie de rédaction du Québec inc.	Services professionnels dans le but d'offrir la formation intitulée « Analyse de problématiques » aux employés de la SHQ	4 785,00 \$	Gré à gré

NOM DU PROFESSIONNEL OU DE LA FIRME	MANDAT	COÛT *	MODE D'OCTROI DU CONTRAT
LVM inc.	Services professionnels pour la révision technique et scientifique du chapitre sur les fondations du projet de Guide de bonnes pratiques pour la construction d'habitation au Nunavik	6 074,25 \$	Gré à gré
Marie-Claire Grégoire	Services professionnels en accompagnement et en rédaction de divers documents pour la Direction du budget et des ressources matérielles dans le domaine de l'approvisionnement et de l'acquisition de services	9 275,00 \$	Gré à gré
Objectif Lune inc.	Services professionnels de formation pour le logiciel PlanetPress Suite à la SHQ	9 200,00 \$	Gré à gré
Pierre Baril	Interventions auprès des organismes de Gatineau impliqués dans la gestion du logement social afin d'optimiser leur collaboration et les services rendus aux citoyens	23 340,18 \$	Gré à gré
Services de transcription Janie Babin	Services de nature technique pour la transcription des entrevues enregistrées auprès d'intervenants au programme, d'experts et de représentants Inuits	3 912,95 \$	Gré à gré
SNC-Lavalin inc.	Services professionnels afin de préciser les coûts de décontamination de chacun des quinze sites qui ont été identifiés au rapport intitulé « Détermination du passif environnemental du 20 avril 2011 » produit par l'entreprise Stantec	3 750,00 \$	Gré à gré
SolutionStat, Consultation et Formation en statistique inc.	Services professionnels de support statistique à l'analyse des données	4 160,00 \$	Gré à gré
Suzanne Laberge	Services professionnels pour l'animation lors du Rendez-vous de l'habitation et des Entretiens sur l'habitat les 7 et 8 octobre 2013	3 906,88 \$	Gré à gré
Un Mot d'Excellence inc.	Services professionnels de traduction en différentes langues de divers documents de la SHQ	11 329,95 \$	Gré à gré

* En date du 31 mars 2014

QUESTION 8

LISTE DÉTAILLÉE DE TOUS LES APPELS D'OFFRES PUBLICS EN 2013-2014 EN INDIQUANT LA LISTE DES SOUMISSIONNAIRES ET LE MONTANT DE CHACUNE DES SOUMISSIONS, AINSI QUE LA JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU

DESCRIPTION	SOUSSIONNAIRES	MONTANT	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUMISSIONNAIRE RETENU
Administrateur réseau expert Novell et spécialiste en paquetage logiciel	Les Solutions Victrix inc.	508 200 \$	1 seul soumissionnaire
Gestion et entretien des systèmes exploités dans l'environnement micro-ordinateur	9093-7087 Québec inc. (Optitech Québec)	281 820 \$	1 seul soumissionnaire
Services professionnels comptables pour la vérification de conformité auprès de 65 mandataires de la Société d'habitation du Québec	Mallette S.E.N.C.R.L.	73 500 \$	Plus bas soumissionnaire
	Deloitte	113 750 \$	
	Lemieux Nolet	*	
	Richter	114 500 \$	
	Raymond Chabot	*	

DESCRIPTION	SOUSSIONNAIRES	MONTANT	JUSTIFICATION DU CHOIX DU SOUSSIONNAIRE RETENU
Services professionnels pour projets en technologie de l'information – Architecture et conception, analyse préliminaire et réalisation de dossiers d'affaires	Nurun inc.	943 670 \$	Plus bas soumissionnaire
	Alithya	*	
	CGI	1 196 013 \$	
	Fujitsu	1 297 380 \$	
	GDG	1 118 880 \$	
	Lambda	*	
	M3P	*	
	Momentum	*	
	Multiforce	1 049 300 \$	
	R3D	*	
	Systematix	993 650 \$	

Ces informations sont toutefois disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>

* Soumissionnaire non qualifié. Ainsi, l'enveloppe de prix n'a pas été ouverte.

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS PAR LE SOUS-MINISTRE OU LE DIRIGEANT DE L'ORGANISME PUBLIC, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS

Mode d'octroi du contrat	Soumission publique
Motif de la demande	Hébergement du système de Gestion du financement (INT) chez le prestataire de services
Nom du fournisseur	Conseiller en gestion et informatique CGI
Montant accordé	6 380 239 \$ (incluant un montant de 674 089 \$ de coûts additionnels autorisés)

**LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION
PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS
OCTROYÉS PAR UN CABINET MINISTÉRIEL EN 2013-2014**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 11

**LE NOMBRE DE CONSULTANTS EXTERNES INTÉGRÉS OU OEUVRANT AU SEIN DU
MINISTÈRE OU D'UN ORGANISME, D'UNE SOCIÉTÉ OU D'UNE ENTREPRISE RELEVANT
DU MINISTÈRE**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

OCM - Offre de clients mobiles et de salles de réunion

Nature du projet :

Ce projet étend l'accès aux environnements informatiques de la Société d'habitation du Québec par des appareils mobiles (portables, tablettes, téléphones intelligents). Le projet permettra la mise en place des solutions suivantes :

- Meilleur contrôle de la connexion des postes de travail au réseau ;
- Installer un réseau WiFi limité (borne et rayonnement) ;
- Permettre aux utilisateurs un accès convivial aux documents des répertoires des réseaux (facilite le travail de l'extérieur) ;
- Intégrer les tablettes et des appareils mobiles (BYOD) à l'offre de service ;
- Intégrer les portables au réseau de la Société d'habitation du Québec (protection des données et station d'ancrage) ;
- Permettre la visioconférence à partir de certains postes de travail.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

406,4 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 406,4 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 79,1 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 79 069 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :
327,3 k\$

Ventilés par année financière
2014-2015 : 327 331 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet: Conseillers en gestion et informatique CGI inc., Les Solutions Victrix inc., GDG Informatique et Gestion inc. et Fujitsu conseil (Canada) inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 19,5 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
N/A, les utilitaires requis pour la mise en place de cette offre sont déjà inclus dans nos licences Novell.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

RDI - Révision de l'impression

Nature du projet :

Ce projet permet de transformer les impressions provenant de la plateforme Centrale sous la forme de documents numériques (PDF), de les rendre disponible de manière électronique aux partenaires et de les conserver dans les répertoires internes de la Société d'habitation du Québec.

Il compte plusieurs bénéfices : la réduction de l'utilisation du papier; la possibilité de conserver les rapports produits pour consultation, référence et impression partielle ou complète; la disponibilité de rapports triés selon les spécifications (par organisme, par centre de service ou autre); la récupération des documents par les partenaires via un site sécurisé et la diminution des manipulations des rapports. De plus, le projet favorisera la réalisation d'un dossier client électronique.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

276 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 276 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 201 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 201 001 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

75 k\$
Ventilés par année financière
2014-2015 : 74 999 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : GDG Informatique et Gestion inc. et Conseillers en gestion et informatique CGI inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 73 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
Oui, au moment d'effectuer cette étude, il n'y avait pas de logiciel libre qui pouvait effectuer ce travail.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

RID - Rehaussement des infrastructures de développement

Nature du projet :

Ce projet concerne la mise à niveau de trois infrastructures de développement (PHP, Typo3 et Java/Flex) afin d'assurer le maintien et l'évolution des systèmes de missions ainsi que des sites Internet et intranet développés avec ces infrastructures. Le projet permettra également d'évaluer les nouvelles infrastructures de développement Apex et ADF qui sont disponibles parmi les produits Oracle.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

335 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 335 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 190 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 190 439 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

145 k\$

Ventilés par année financière
2014-2015 : 145 061 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : Conseillers en gestion et informatique CGI inc., GDG Informatique et Gestion inc., Adaris technologies inc., Momentum Technologies inc. et 9093-7087 Québec inc. (Optitech).

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 57 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
N/A, le projet consiste en la mise à niveau des infrastructures de développement de la SHQ.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

RIP - Rehaussement de l'infrastructure des postes de travail

Nature du projet :

Mise à niveau du système d'exploitation de l'ensemble des postes de travail (incluant les portables) en utilisation à la SHQ.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

413 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 413 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 144 k\$

Ventilés par année financière

2013-2014 : 144 268 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

269 k\$

Ventilés par année financière

2014-2015 : 269 332 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : Les Solutions Victrix inc. et Fujitsu Conseil (Canada) inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 35 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
Non, ce projet vise explicitement le rehaussement de Windows à la version 8.1 et la SHQ s'est conformée.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

RIS - Rehaussement Infrastructure Serveurs / Services

Nature du projet :

Mise en place d'un outil de gestion automatisée et d'un processus de déploiement des correctifs de sécurité des serveurs. Les correctifs s'appliquent aux vulnérabilités du système d'exploitation mais aussi aux différents logiciels susceptibles d'introduire des failles de sécurité. Le projet vise aussi à diminuer le nombre de serveurs et de systèmes d'exploitation en fonction des orientations technologiques et de la capacité de gestion. Le service d'échanges électroniques de documents sera revu en fonction de faciliter les échanges avec nos partenaires.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

353,6 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 353,6 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 40,3 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 40 310 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :
313,3 k\$

Ventilés par année financière
2014-2015 : 313 290 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : GDG Informatique et Gestion inc. et Les Solutions Victrix inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 11,4 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
Oui, l'évaluation des opportunités en logiciel libre se fait en continuité. 85% de l'infrastructure est déjà en logiciel libre.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

CSP – Correctifs de sécurité sur les postes de travail

Nature du projet :

Ce projet consiste à la mise en place d'un outil de gestion automatisé et d'un processus de déploiement des correctifs de sécurité des postes de travail.

Le coût initial prévu pour la réalisation du projet :

107,7 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 107,7 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 27,8 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 27 847 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

79,9 k\$

Ventilés par année financière
2014-2015 : 79,9 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : GDG Informatique et Gestion inc. et Les Solutions Victrix inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 25,8 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre :
N/A, les utilitaires requis pour la mise en place de ces correctifs sont déjà inclus dans nos licences Novell.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ EN 2013-2014**

Nom du projet :

VRF - Versement, réclamation et financement

Nature du projet :

Ce projet a pour but de positionner l'utilisation du Progiciel "Financier d'Oracle" afin de transférer les systèmes financiers centraux vers cette plateforme. Ces systèmes sont: Analyse budgétaire et suivi financier (ABF), Auxiliaire versements et réclamations (AVR), Gestion des réclamations fédérales (GRF) et la gestion du Financement (INT).

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

800 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 800 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 105 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 104 728 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

695 k\$

Ventilés par année financière

2014-2015 : 393 636 \$
2015-2016 : 196 818 \$
2016-2017 : 104 791 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : GDG Informatique et Gestion inc., Conseillers en gestion et informatique CGI inc., NURUN inc. et Les Services Conseils Systématix inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 13 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre : N/A, le projet est en étape d'analyse préliminaire actuellement. Un développement maison est envisagé.

**POUR CHAQUE PROJET DE DÉVELOPPEMENT INFORMATIQUE OU DE
MODERNISATION DES SYSTÈMES INFORMATIQUES DE PLUS DE 100 000 \$
INITIÉ DEPUIS L'ANNÉE FINANCIÈRE 2003-2004, AU SEIN DU MINISTÈRE**

Nom du projet :

G23 - SAGIR-2 livraison 2 et SAGIR-3

Nature du projet :

Ce projet a pour but de mener à terme l'implantation de SAGIR-2 livraison 2 et de SAGIR-3, qui découlent de la Solution d'affaires en gestion intégrée des ressources (SAGIR), afin de supporter la gestion des ressources humaines à la Société d'habitation du Québec.

Le coût initial prévu pour l'ensemble du projet :

175 k\$ pour l'ensemble du projet.

Les plus récentes estimations du coût du projet : 175 k\$

Les coûts engendrés jusqu'à maintenant par le projet : 78,3 k\$

Ventilés par année financière
2013-2014 : 78 300 \$

L'estimation des coûts restant à déboursier pour compléter la réalisation du projet :

96,7 k\$

Ventilés par année financière
2014-2015 : 96 700 \$

Les firmes ou OBNL associés au développement du projet : GDG Informatique et Gestion inc.

Le pourcentage de réalisation jusqu'à ce jour : 44,7 %

Réalisation d'une étude d'opportunité évaluant les possibilités qu'offre le logiciel libre : N/A, c'est un progiciel gouvernemental.

QUESTION 13**POUR LE CABINET MINISTÉRIEL ET LE BUREAU DE CIRCONSCRIPTION, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRES ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT POUR 2013-2014, DE CHACUNE DES DÉPENSES SUIVANTES**

	Dépenses 2013-2014 (en \$)
Multifonctions et reprographie	93 035,55
Mobilier de bureau incluant ameublement	16 825,58
Distributeurs d'eau de source (abandon de l'activité)	0
Frais d'hébergement	159 936,92
Frais de repas	87 421,48
Frais de transport	286 583,99
Frais d'alcool et de fêtes	10 318,59
Perfectionnement, congrès et colloques	
a) au Québec	219 923,69
b) à l'extérieur du Québec	18 117,25

QUESTION 14

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, POUR LA DIRECTION GÉNÉRALE DU MINISTÈRE (BUREAU DU SOUS-MINISTRE, DES SOUS-MINISTRE ADJOINTS ET ASSOCIÉS) ET POUR LES ORGANISMES SOUS L'AUTORITÉ DU MINISTRE, LE MONTANT, POUR L'ANNÉE 2013-2014, DE CHAQUE DÉPENSE RELIÉE À LA TÉLÉPHONIE

	« iPhone »	« BlackBerry »	« iPad »
Nombre d'appareils (en opération au 31 mars 2014)	67	58	8
Coûts d'acquisitions (incluant accessoires)	20,13 \$	598,95 \$	3 460,32 \$
Coûts d'utilisation	1 700,39 \$		
Nombre de minutes utilisées	128 702		0
Nom des fournisseurs	Rogers Direct		Informatique Mercier
	B-tel		
Coûts des contrats téléphoniques	30 963 \$		

**Dépenses
2013-2014
(en \$)**

Ordinateurs portables

0

Téléavertisseurs

0

**NOMBRE ET RÉPARTITION DES EMPLOYÉS RÉGULIERS EN POSTE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
SELON LE SEXE, L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE AU 31 MARS 2014**

35 ANS ET PLUS

Catégorie d'emploi	Selon le sexe			Selon l'appartenance à un groupe-cible ¹												
	Hommes		Femmes		Personnes handicapées			Mem. Comm. Culturelles			Autochtones			Anglophones		
	Nombre	%	Nombre	%	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Administrateur d'État ²	1	0,8	1	0,6	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	7	5,8	16	9,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	97	79,5	80	44,9	2	0	2	7	7	14	1	0	1	2	3	5
Fonctionnaires/Ouvriers	17	13,9	81	45,5	0	0	0	0	5	5	0	1	1	0	0	0
TOTAL	122		178		2	0	2	7	12	19	1	1	2	2	3	5
% par rapport à l'effectif régulier en poste		40,7%		59,3%					6,3%							1,7%

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du programme d'accès à l'égalité

2. Excluant 1 administrateur d'État non assujéti à la Loi sur la fonction publique

**NOMBRE ET RÉPARTITION DES EMPLOYÉS RÉGULIERS EN POSTE PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
SELON LE SEXE, L'APPARTENANCE À UN GROUPE-CIBLE AU 31 MARS 2014**

MOINS DE 35 ANS

Catégorie d'emploi	Selon le sexe				Selon l'appartenance à un groupe-cible ¹											
	Hommes		Femmes		Personnes handicapées			Mem. Comm. Culturelles			Autochtones			Anglophones		
	Nombre	%	Nombre	%	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total	H	F	Total
Administrateurs d'État ²	0	0,0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Cadres supérieurs	0	0,0	0	0,0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0	0
Professionnels	22	88,0	28	77,8	0	0	0	3	3	6	1	0	1	1	0	1
Fonctionnaires/Ouvriers	3	12,0	8	22,2	0	0	0	2	0	2	0	0	0	0	0	0
TOTAL	25		36		0	0	0	5	3	8	1	0	1	1	0	1
% par rapport à l'effectif régulier en poste		41,0%		59,0%			0,0%			13,1%						1,6%

1. Selon un recensement basé sur une identification volontaire dans le cadre du programme d'accès à l'égalité

2. Excluant 1 administrateur d'État non assujéti à la Loi sur la fonction publique

INFORMATIONS SUR LES EFFECTIFS DE LA SOCIÉTÉ

C- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel

Du 1er avril au 31 mars 2014 : 2 285

D- Nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G- Nombre total et la ventilation du nombre de congés de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H - Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I - Nombre de personnes et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1^o de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

J - Évolution de l'effectif régulier selon la catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Année	Cadres ¹		Cadres		Cadres		Professionnels		Fonctionnaires/ Ouvriers		Total
	supérieurs		juridiques		intermédiaires		Qc	Mtl	Qc	Mtl	
financière	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
2010-2011	24	0	1	0	0	0	184	34	103	20	366
2011-2012	22	0	1	0	0	0	186	36	98	19	362
Au 30 nov. 2012	24	1	1	0	0	0	194	34	99	17	370 ²
2013-2014	24	1	1	0	0	0	193	34	93	16	362

1. Comprend administrateur d'État assujetti et non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

K - Evolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Année financière	Expert	Émérite	Total
2010-2011	44	3	47
2011-2012	52	3	55
Au 30 nov. 2012	47	3	50
2013-2014	40	7	47

L - Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

16

M - Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Année financière	Cadres supérieurs ¹		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/Ouvriers		Total ²
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
2010-2011	26	0	1	0	0	0	196	37	123	23	406
2011-2012	23	0	1	0	0	0	199	37	123	21	404
Au 30 nov. 2012	26	1	1	0	0	0	206	35	120	23	412
2013-2014	24	1	1	0	0	0	203	36	120	22	407

1. Comprend administrateurs d'État assujetti et non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*
2. Incluant le personnel régulier, occasionnel et étudiant

N - Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION 15 - ANNEXE E

**NOMBRE D'HEURES SUPPLÉMENTAIRES TRAVAILLÉES PAR LE PERSONNEL
ET LA RÉPARTITION DE LA RÉMUNÉRATION DE CES HEURES SUPPLÉMENTAIRES**

MOIS	TOTAL NOMBRE D'HEURES EFFECTUÉES		NOMBRE D'HEURES PAYÉES		MONTANT PAYÉ		NOMBRE D'HEURES COMPENSÉES		VALEUR MONÉTAIRE DES HEURES COMPENSÉES	
	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.	Fonct.	Prof.
avril 2013	202,15	1 108,63	147,10	499,89	5 737,91 \$	21 503,97 \$	55,05	608,74	2 126,84 \$	25 538,21 \$
mai 2013	193,79	1 155,95	117,48	451,38	4 323,63 \$	20 203,10 \$	76,31	704,57	2 746,01 \$	29 729,61 \$
juin 2013	106,10	935,68	59,16	328,83	2 247,19 \$	15 279,07 \$	46,94	606,85	1 791,98 \$	26 695,52 \$
juillet 2013	18,75	535,08	17,75	180,44	662,07 \$	7 981,35 \$	1,00	354,64	33,68 \$	15 020,32 \$
août 2013	84,49	281,50	50,99	133,75	1 962,68 \$	6 277,51 \$	33,50	147,75	1 343,35 \$	5 765,23 \$
septembre 2013	87,55	674,28	61,05	217,03	2 122,76 \$	9 179,52 \$	26,50	457,25	987,51 \$	19 897,52 \$
octobre 2013	185,14	1 147,92	104,23	454,37	4 059,16 \$	20 295,85 \$	80,91	693,55	3 137,04 \$	30 223,23 \$
novembre 2013	83,63	911,26	52,81	440,48	2 113,71 \$	19 716,81 \$	30,82	470,78	1 050,97 \$	20 666,76 \$
décembre 2013	54,00	307,36	20,25	131,16	768,95 \$	5 531,47 \$	33,75	176,20	1 104,43 \$	7 050,48 \$
janvier 2014	89,07	249,88	52,32	133,24	1 970,29 \$	5 901,59 \$	36,75	116,64	1 246,44 \$	4 911,84 \$
février 2014	22,00	128,75	18,00	57,50	742,16 \$	2 377,16 \$	4,00	71,25	120,00 \$	3 361,61 \$
2014-03-01 ¹	0,00	0,00	0,00	0,00	0,00 \$	0,00 \$	0,00	0,00	0,00 \$	0,00 \$
SOUS-TOTAL	1 126,67	7 436,29	701,14	3 028,07	26 710,51 \$	134 247,40 \$	425,53	4 408,22	15 688,25 \$	188 860,33 \$
TOTAL	8 562,96		3 729,21		160 957,91 \$		4 833,75		204 548,58 \$	

1. Données au 7 mars 2014

QUESTION 15 - ANNEXE F

LE NOMBRE TOTAL DE JOURS DE VACANCES PRIS PAR LE PERSONNEL

Catégorie d'emploi	avril 2013	mai 2013	juin 2013	juil. 2013	août 2013	sept. 2013	oct. 2013	nov. 2013	déc. 2013	janv. 2014	fév. 2014	mars 2014	TOTAL
Administrateurs d'État	0,0	0,0	0,0	5,0	5,0	9,0	0,0	0,0	5,0	4,0	0,0	0,0	28,0
Cadres	6,0	15,5	27,5	97,5	165,0	31,0	8,0	5,0	23,0	19,5	9,0	17,5	424,5
Professionnels	100,5	183,5	311,0	1 131,5	1 510,5	253,0	173,5	139,5	480,0	327,5	102,5	78,0	4 791,0
Fonctionnaires/Ouvriers	139,0	105,0	193,5	531,0	760,0	156,5	82,5	40,0	239,0	159,5	51,5	22,0	2 479,5
TOTAL	245,5	304,0	532,0	1 765,0	2 440,5	449,5	264,0	184,5	747,0	510,5	163,0	117,5	7 723,0

1. Données au 7 mars 2014

2. Excluant 2 administrateurs d'État non assujettis à la Loi sur la fonction publique

INFORMATIONS SUR LES EFFECTIFS DE LA SOCIÉTÉ

C- Nombre total de jours de maladie pris par le personnel

Du 1er avril au 31 mars 2014 : 2 285

D- Nombre total et la ventilation du nombre de congés de maladie en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

G- Nombre total et la ventilation du nombre de congés de vacances en réserve pour le personnel et leur valeur estimée :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

H - Nombre de plaintes pour harcèlement psychologique :

Cette question semble non pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

I - Nombre de personnes et répartition par catégorie d'emploi (cadres, professionnels, fonctionnaires, contractuels) qui reçoivent une rémunération du ministère ou d'un organisme en relevant et qui reçoivent également une prestation de retraite d'un régime de retraite du secteur public, parapublic ou des réseaux de la santé et de l'éducation :

En ce qui a trait à l'information recherchée concernant la liste du personnel, par catégorie d'emploi, qui reçoit une rémunération et une prestation de retraite d'un régime de retraite, nous vous informons que ces renseignements renferment des renseignements personnels confidentiels au sens de l'article 54 de la *Loi sur l'accès*. Le paragraphe 1° de l'article 53 ainsi que le premier alinéa de l'article 59 de cette loi nous obligent à refuser de donner accès à ces renseignements. Par ailleurs, l'amalgame des renseignements recherchés n'a pas un caractère public conformément à l'article 57 de la *Loi sur l'accès*.

J - Évolution de l'effectif régulier selon la catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Année financière	Cadres ¹ supérieurs		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/ Ouvriers		Total
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
2010-2011	24	0	1	0	0	0	184	34	103	20	366
2011-2012	22	0	1	0	0	0	186	36	98	19	362
Au 30 nov. 2012	24	1	1	0	0	0	194	34	99	17	370
2013-2014	24	1	1	0	0	0	193	34	93	16	362

1. Comprend administrateur d'État assujetti et non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

K - Évolution du nombre d'employés bénéficiant d'un traitement additionnel en raison de la complexité de la tâche à accomplir :

Année financière	Expert	Émérite	Total
2010-2011	44	3	47
2011-2012	52	3	55
Au 30 nov. 2012	47	3	50
2013-2014	40	7	47

L - Employés bénéficiant d'un traitement supérieur à celui normalement prévu pour la tâche qu'ils ont accomplie :

16

M - Nombre de postes par catégorie d'emploi et par leur territoire habituel de travail :

Année financière	Cadres supérieurs ¹		Cadres juridiques		Cadres intermédiaires		Professionnels		Fonctionnaires/Ouvriers		Total ²
	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	Qc	Mtl	
2010-2011	26	0	1	0	0	0	196	37	123	23	406
2011-2012	23	0	1	0	0	0	199	37	123	21	404
Au 30 nov. 2012	26	1	1	0	0	0	206	35	120	23	412
2013-2014	24	1	1	0	0	0	203	36	120	22	407

1. Comprend administrateurs d'État assujetti et non assujetti à la *Loi sur la fonction publique*

2. Incluant le personnel régulier, occasionnel et étudiant

N - Niveau des effectifs pour chacune des catégories d'emplois pour chacun des cinq prochains exercices budgétaires :

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME :

- A. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE EN 2013-2014;**
- B. NOMBRE DE REMPLACEMENTS EFFECTUÉS EN APPLICATION DU PLUS RÉCENT PLAN DE GESTION DES RESSOURCES HUMAINES;**
- C. NOMBRE DE DÉPARTS À LA RETRAITE PRÉVUS POUR 2014-2015 ET 2015-2016 ET LES INDEMNITÉS DE RETRAITES QUI SERONT VERSÉES;**
- D. NOMBRE DE RETRAITÉS DE LA FONCTION PUBLIQUE OU PARAPUBLIQUE ENGAGÉS POUR UN OU DES CONTRATS.**

Départs du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014	Remplacements	Départs prévus en 2014-2015¹	Départs prévus en 2015-2016¹	Engagés à contrat entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014
20	9	46	15	5

1. Données fournies en avril 2013 par la CARRA, sur l'admissibilité à la retraite sans réduction actuarielle.

Aucune indemnité de retraite n'a été versée.

LISTE DES BAUX POUR LES ESPACES OCCUPÉS PAR LES MINISTÈRES ET ORGANISMES EN 2013-2014

Emplacements de la location	Superficie du local loué	Coût annuel	Coût des rénovations réalisées
1054, rue Louis-Alexandre-Taschereau, 1 ^{er} , 3 ^e et 4 ^e étage Québec	8 835,58 m ²	1 882 364,04 \$	7 869,12 \$
500, boul. René-Lévesque Ouest, 5 ^e étage Montréal	1 853,68 m ²	646 482,72 \$	0 \$
1001, avenue de Vitry Québec	694,36 m ²	74 469,84 \$	22 330,68 \$

Les locaux occupés sont loués, selon entente de renouvellement annuel, auprès de la Société québécoise des infrastructures (SQI).

Données au 31 mars 2014

QUESTION 18

POUR LE CABINET MINISTÉRIEL, LES BUREAUX DE CIRCONSCRIPTION POUR 2013-2014, LES COÛTS DE DÉMÉNAGEMENT, D'AMÉNAGEMENT, DE RÉNOVATION ET AUTRES TRAVAUX EFFECTUÉS

Cette demande de renseignement ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

**LISTE DU PERSONNEL DE CABINET DE CHAQUE MEMBRE DU CONSEIL DES
MINISTRES DURANT L'ANNÉE 2013-2014**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

**LISTE DES SOMMES D'ARGENT VERSÉES EN 2013-2014
À MÊME LE BUDGET DISCRÉTIONNAIRE DU MINISTRE, DU MINISTRE DÉLÉGUÉ, DU
MINISTÈRE OU DE L'ORGANISME**

Organismes/personnes bénéficiaires		Montant
1.	Énap – Programme en leadership	10 000 \$
2.	Regroupement des Offices d'habitation du Québec (ROHQ)	5 000 \$
3.	Fondation Maison Gilles Carle	6 000 \$
4.	Association canadienne d'habitation et de rénovation urbaine (ACHRU)	15 000 \$
5.	Centre d'aide Paix-Dieu	750 \$
6.	Fondation pour l'avancement de la recherche en orthopédie du Québec	500 \$
7.	Fondation du CHUQ – Un foulard pour Grand-maman	2 500 \$
8.	Fondation du CHUQ – Activité bénéfice	2 100 \$
9.	Entraide 2013	3 000 \$
10.	Fondation des sourds du Québec	500 \$
11.	Fondation du Centre CASA	2 400 \$
12.	Ashrae Research Communauté – Chapitre Ville de Québec	300 \$
13.	Ville de Trois-Rivières – Rencontre d'information sur la pyrrhotite	4 104,61 \$
14.	Carrefour communautaire de Rosemont L'Entre-gens	300 \$
15.	Inter-Loge	800 \$
16.	Fondation Imaginer un monde meilleur	800 \$
17.	Cancer de la thyroïde Canada	250 \$
18.	Fondation communautaire de la Sûreté du Québec	500 \$
19.	Centre Jacques Cartier	5 000 \$
20.	Horizon Charlevoix	375 \$
21.	Fondation Élan	300 \$
22.	Yvon Cummings	4 347,75 \$
23.	Le Gîte Ami	500 \$
24.	Centre d'amitié autochtone	500 \$

Organismes/personnes bénéficiaires		Montant
25.	Architectes de l'urgence	500 \$
26.	Regroupement des OSBL d'habitation et d'hébergement avec support communautaire en Outaouais (ROHSCO)	20 000\$
27.	Fondation Âges	150 \$
28.	ExAequo	1 500 \$
29.	Multi-Boulot	25 000 \$
30.	Ashrae Research Community – Chapitre Ville de Québec	300 \$
31.	Unité de travail pour l'implantation de logement étudiant (UTILE)	15 000 \$

En date du 1^{er} avril 2014

QUESTION 21

LISTE DU PERSONNEL HORS STRUCTURE, PAR CATÉGORIES D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE, MAIS QUI N'OCCUPE AUCUN POSTE DANS CE MINISTÈRE

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 22

**LISTE DU PERSONNEL EN DISPONIBILITÉ PAR CATÉGORIE D'EMPLOI
(CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.)**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION 23

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISMES, LE NOMBRE D'OCCASIONNELS MIS À
PIED PAR CATÉGORIES D'ÂGE EN 2013-2014**

Cette question ne semble pas pertinente à l'exercice de l'étude des crédits.

**LISTE DU PERSONNEL RÉMUNÉRÉ PAR LE MINISTÈRE ET AFFECTÉ À D'AUTRES
ORGANISMES PUBLICS, PARAPUBLICS, PARAPUBLICS NON GOUVERNEMENTAUX ET
AUTRES**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

LISTE DE TOUS LES ABONNEMENTS AUX JOURNAUX, AUX REVUES MENSUELLES, AUX PUBLICATIONS (FORMAT PAPIER OU ÉLECTRONIQUE), AUX SITES SPÉCIALISÉS DE RECHERCHE SUR INTERNET (EUREKA, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES PUBLICS POUR 2013-2014

CLUBS PRIVÉS, BILLETS DE SAISON, LOGES ET SITES SPÉCIALISÉS

Aucun.

ABONNEMENTS – AUTRES

Description	Nombre	Montant (\$)
01 Business & Technologies	1	225,00
49e parallèle	1	34,92
Above & Beyond : Canada's arctic journal	1	25,65
Accès à l'information et protection des renseignements	1	803,00
Accès à l'information, Loi annotée	1	617,33
Accesazim	1	1 598,13
Actualité, L'	1	38,95
Actualités habitat	1	710,28
Affordable Housing Finance	1	116,37
Architect	1	72,00
Architectural record	2	175,24
ARQ : Architecture Québec	2	100,00
Bâti vert	1	18,00
Bel âge	2	61,90
Bulletin Droit immobilier	1	98,00
Cahiers techniques du bâtiment	2	518,02
Canadian Architect	1	54,95
Canadian Journal of Urban Research	1	100,00
Code de construction du Québec	1	265,50
Communiqué de presse mensuel des statistiques SIA (abonnements 2013-2014 et 2014-2015)	2	800,00
Constructo	1	479,40
Continuité	2	72,00
Courrier international	2	500,00
Courrier parlementaire	1	1 950,00
Devex	1	878,64
Domus	1	221,30
Droit municipal – Principes généraux et contentieux	2	1 034,00
Economist, The	1	130,00
Espaces et sociétés	1	104,97
Finances et développement	1	26,81
Fine Homebuilding	2	85,99
Formes	2	47,40

Futuribles	1	176,73
Gestion : revue internationale de gestion	1	53,00
Greensource	2	26,94
Guide pratique accès protection et informations	1	500,00
Habitat et société	2	547,10
Home builder magazine	1	30,00
Housing finance international	1	235,80
Housing policy debate	1	582,31
International journal of housing policy	1	831,39
IT for business	1	240,08
Itinéraire, L'	1	124,18
Journal de l'assurance	1	34,50
Journal of the American Planning Association	1	161,68
Journaux divers (Le Soleil, Journal de Québec, La Presse, The Globe and Mail, The Gazette, Le Devoir)	4	195,62
La Référence en droit civil et droit Québec	1	1 655,00
Légis Québec	1	795,00
Le Petit Robert	1	27,63
Normes ouvrages routiers	1	38,20
Norme sur l'installation des avertisseurs de fumée	1	30,00
Nouvelles pratiques sociales (abonnements 2013-2014 et 2014-2015)	2	120,00
Nunatsiaq News	1	85,71
Open house international	1	422,80
Ordinateur individuel SVM	1	106,42
PC Magazine	1	20,42
Plan Canada	1	73,50
Premium	1	39,99
Projets de lois publics	1	195,00
Protégez-vous	1	72,00
Québec Habitation	2	78,24
Quorum	2	104,00
Recherches amérindiennes au Québec (abonnements 2013-2014 et 2014-2015)	2	165,25
Recherches féministes	1	105,00
Repère	1	500,00
Répertoire des municipalités du Québec (mises à jour)	1	150,00
Toujours au front	2	30,00
Tu bâtis, je rénove	1	87,46
URBA	1	56,00
Urbanisme	2	513,30
Vie et vieillissement	1	90,00
Virage	1	10,49
Wood Design & Building	1	19,95

**POUR CHAQUE SITE INTERNET (INCLUANT LES ÉVÉNEMENTS PONCTUELS),
FOURNIR POUR 2013-2014**

- **Site Internet** de la Société d'habitation du Québec www.habitation.gouv.qc.ca.
Magazine Web de la Société d'habitation du Québec **Espace Habitat** www.espacehabitat.gouv.qc.ca
- **Site Internet** : Infoglobe, Zengo, Daniel Lafrenière inc., la Direction des ressources informationnelles et la Direction des communications.
Espace Habitat : Unikmédia.
- **Site Internet** : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2013-2014.
Espace Habitat : Le site n'a nécessité aucun investissement en 2013-2014.
- **Site Internet** : L'hébergement, l'entretien et la mise à jour du site sont faits à l'interne.
Espace Habitat : Bien que l'entretien et la mise à jour du site soient réalisés principalement à l'interne, un montant de 375 \$ a été nécessaire pour l'entretien. Pour la période de septembre 2013 à mars 2014, l'hébergement est fait à l'externe au coût de 210 \$. Pour avril à août 2013, le site était hébergé chez la firme qui a conçu le site en 2012, dont le coût pour l'hébergement était compris dans le contrat de développement.
- Aucune refonte ou modernisation n'a été effectuée en 2013-2014.
- **Site Internet** : Le site Internet est mis à jour sur une base journalière.
Espace Habitat : Le magazine Web est mis à jour sur une base hebdomadaire.
- **Site Internet** : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.
Espace Habitat : La Direction des communications de la SHQ est responsable du contenu du site.

**NOMINATIONS, DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013, DE MANDATAIRES, D'ÉMISSAIRES, DE
NÉGOCIATEURS, DE MÉDIATEURS, DE COMMISSAIRES, D'EXPERTS, D'ENQUÊTEURS
ET SANS RESTREINDRE LA PORTÉE**

La SHQ a engagé M. Pierre Baril pour réaliser un mandat portant sur les Interventions auprès des organismes de Gatineau impliqués dans la gestion du logement social afin d'optimiser leur collaboration et les services rendus aux citoyens. Le coût du contrat est de 23 340,18 \$.

QUESTION 28

**POUR 2013-2014, LES DÉPENSES EFFECTUÉES PAR MINISTÈRE
POUR LES VISITES OU RENCONTRES MINISTÉRIELLES ET SOUS-MINISTÉRIELLES
DANS LES RÉGIONS DU QUÉBEC, EN VENTILANT POUR CHACUNE DES RÉGIONS**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 29

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, CONCERNANT LES DEMANDES D'ACCÈS
À L'INFORMATION EN 2013-2014**

L'information concernant les demandes d'accès à l'information sera présentée au rapport annuel 2013-2014.

QUESTION 30

**LA LISTE DE TOUTES LES ACTIVITÉS CONFIÉES À CHAQUE ADJOINT
PARLEMENTAIRE DES MEMBRES DU CONSEIL DES MINISTRES
DEPUIS LE 23 AVRIL 2014**

Cette demande de renseignements ne s'applique pas à la Société d'habitation du Québec.

QUESTION 31

LA LISTE DES ENTENTES ET LEUR NATURE, SIGNÉES EN 2013-2014 ENTRE LE MINISTÈRE OU L'ORGANISME ET LE GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'AUTRES PROVINCES CANADIENNES, DONT LA SIGNATURE A ÉTÉ PERMISE À LA SUITE D'UNE AUTORISATION OBTENUE EN VERTU DES ARTICLES 3.11, 3.12 OU 3.12.1 DE LA LOI SUR LE MINISTÈRE DU CONSEIL EXÉCUTIF OU D'UNE EXCLUSION OBTENUE EN VERTU DU PREMIER ALINÉA DE L'ARTICLE 3.13 DE CETTE MÊME LOI.

La réponse à cette question sera transmise par le Secrétariat aux Affaires intergouvernementales canadiennes.

QUESTION 32

**LE DÉTAIL DES CRÉDITS PÉRIMÉS ET DES GELS DE CRÉDITS POUR CHAQUE
MINISTÈRE ET ORGANISME PAR ANNÉE BUDGÉTAIRE, ET CE, POUR L'ANNÉE
FINANCIÈRE 2013-2014**

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**TEL QUE LE MENTIONNE LA POLITIQUE DE FINANCEMENT DES SERVICES PUBLICS,
L'INVENTAIRE COMPLET DES SERVICES QUE LE MINISTÈRE
ET DES ORGANISMES GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE
OFFRENT AUX CITOYENS ET LES TARIFS QU'ILS EXIGENT. LE COÛT UNITAIRE DE
CHACUN DE CEUX-CI. LA LISTE DE TOUS LES REVENUS AUTONOMES (TARIFS,
PERMIS, DROIT, REDEVANCES, ETC.) DU MINISTÈRE ET DES ORGANISMES
GOUVERNEMENTAUX QUI RELÈVENT DU MINISTÈRE POUR 2013-2014**

L'information concernant la Politique de financement des services publics sera présentée au rapport annuel 2013-2014.

QUESTION 34

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME, UNE COPIE DU PLAN DE RÉDUCTION DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT POUR 2013-2014

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

**POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME PUBLIC, LES SOMMES REÇUES EN
2013-2014 EN PROVENANCE DU GOUVERNEMENT FÉDÉRAL OU D'UN AUTRE
GOUVERNEMENT**

Programmes à frais partagés	Prévisions 2013-2014 Revenus fédéraux (SCHL) (en milliers \$)
SBL Public - Régulier	236 156
SBL Public - Inuit	41 605
SBL Privé - Autochtones (urbains et ruraux)	13 252
SBL Privé - Régulier et spécial	25 169
Supplément au loyer	21 052
Allocation logement	36 193
AccèsLogis Québec	19 007
Logements adaptés pour aînés autonomes	652
RénoVillage	3 809
Réparations d'urgence	544
Amélioration des maisons d'hébergement	122
Rénovation Québec	393
Frais d'administration de la SHQ	10 437
Total	408 391

QUESTION 36

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES AU RENDEMENT ET DES BONIS

Le montant total des bonis versés entre le 1^{er} avril 2013 et le 31 mars 2014 est de 117 044,73 \$.

QUESTION 37

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, INSTITUTIONS, ETC.), FOURNIR POUR 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE MONTANT TOTAL DES PRIMES DE DÉPART INCLUANT LES MONTANTS VERSÉS POUR BRIS DE CONTRAT

Du 1^{er} avril 2013 au 31 mars 2014, aucune allocation de départ n'a été versée.

QUESTION 38

FOURNIR POUR L'ANNÉE FINANCIÈRE 2013-2014 LE MONTANT TOTAL ET LA VENTILATION PAR CATÉGORIE D'EMPLOI DES AUGMENTATIONS DE SALAIRE

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION 39

DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, DONT LES SALAIRES SONT VERSÉS SANS QU'AUCUNE FONCTION OU TÂCHE NE LEUR SOIT ASSIGNÉE

Il n'y a pas de cadre ni de dirigeant qui reçoit une rémunération sans exercer de fonction.

QUESTION 40

DEPUIS LE 23 AVRIL 2014, COMBIEN Y A-T-IL DE CADRES, DE DIRIGEANTS DE LA FONCTION PUBLIQUE INCLUANT LES SOUS-MINISTRES, AYANT ÉTÉ DÉPLACÉS DE LEURS FONCTIONS À LA SUITE DU CHANGEMENT DE GOUVERNEMENT

Cette question ne semble pas pertinente puisqu'il n'y a pas eu de changement de gouvernement au courant de l'année financière 2013-2014.

**LA LISTE DES PERSONNES ET LE MANDAT DES COMITÉS FORMÉS PAR LE CONSEIL
EXÉCUTIF, LES MINISTÈRES ET ORGANISMES AINSI QUE LES HONORAIRES DONNÉS
À CES PERSONNES**

Aucun comité n'a été formé.

LISTE VENTILÉE PAR BÉNÉFICIAIRE ET PAR MODE D'OCTROI (SOUMISSION PUBLIQUE, SUR INVITATION OU CONTRAT NÉGOCIÉ) DE TOUS LES CONTRATS OCTROYÉS PAR UN MINISTÈRE OU UN ORGANISME EN 2013-2014 ET QUI ONT FAIT L'OBJET DE COÛTS ADDITIONNELS AUTORISÉS SUITE À UNE DÉLÉGATION DU POUVOIR DU DIRIGEANT DE L'ORGANISME D'AUTORISER UNE DÉPENSE SUPPLÉMENTAIRE, COMME IL EST PRÉVU À L'ARTICLE 17 DE LA LOI SUR *LES CONTRATS DES ORGANISMES PUBLICS*

Ces informations sont disponibles sur le système électronique d'appel d'offres du gouvernement du Québec : <https://www.seao.ca/>.

QUESTION 43

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉ D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEIL, ETC.), FOURNIR POUR 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESSIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LA MASSE SALARIALE

La réponse à cette question sera transmise par le Conseil du trésor.

QUESTION 44

POUR CHAQUE MINISTÈRE ET ORGANISME (Y COMPRIS LES AGENCES, SOCIÉTÉS D'ÉTAT, ÉTABLISSEMENTS, BUREAUX, ORGANISMES DE L'ÉTAT, COMITÉS, CONSEILS, ETC.) FOURNIR POUR LES ANNÉES FINANCIÈRES 2012-2013 ET 2013-2014, EN VENTILANT PAR CATÉGORIE D'EMPLOI (CADRES, PROFESIONNELS, FONCTIONNAIRES, ETC.) : LE TAUX D'ABSENTÉISME

Veillez vous référer aux réponses de la question 15-C et 15-F.

**POUR CHAQUE MINISTÈRE OU ORGANISME PUBLIC, LA LISTE DES ENTENTES
SIGNÉES DEPUIS LE 1^{ER} AVRIL 2013 AVEC UNE OU DES CONFÉRENCES RÉGIONALES
DES ÉLUS (CRÉ)**

Aucune.

